

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 221 - VENDREDI 6 JUIN 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Je parie que
Chichi n'a pas changé d'avis :
pour la direction de l'UMP,
il vote Hollande !

AGENDA MILITANT

→ 6-9 juin

Sarajevo [Forum social mondial](#)

→ 7 juin

Rennes [Marche des Fiertés LGBTI](#)

→ 8 juin

Saint-Malo [À la rencontre de pacifistes Maasai](#)

→ 15 juin

France [Journée de mobilisation
dans la Fonction publique](#)

→ 16 juin

Saint-Denis [Continuer d'abolir le chômage](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Débat général**

[FN, crise politique généralisée, appropriation
politique et sociale,](#)

Pierre Zarka, Laurent Lévy, Jacques Passerat
[Affaire de "gauche/s" ?](#)
Bernard Calabuig, Samy Joshua

→ **Des nouvelles de chez vous**
[Changez la ville, suite \(35\)](#)

Réforme territoriale : un référendum pour que le peuple décide !

En dépit du désaveu cruel et mérité qu'il a subi aux élections municipales et européennes, François Hollande confirme sa volonté de procéder à une réforme institutionnelle majeure. Ce projet est contestable à deux points de vue au moins.

D'abord, le projet présidentiel prétend bouleverser, à toute vitesse, l'organisation politique et administrative du pays. Cette volonté de précipiter un choix structurant pour l'avenir des territoires et des services publics, pour la vie locale même, est illégitime et pose un problème de démocratie. On croyait qu'une leçon de l'Histoire est qu'aucun exécutif ne peut légitimement prétendre faire le bonheur du peuple contre lui !

Ensuite, le projet du Président de la République est contestable du point de vue de ses objectifs. Si l'on met de côté les arguties du type "simplifier le mille-feuille territorial", contredites par les usines à gaz législatives qu'on nous annonce déjà, il vise principalement à baisser la dépense publique, c'est-à-dire à diminuer les services publics (dans la continuité de la baisse drastique des dotations de l'État aux collectivités). Ceux qui veulent faire croire qu'il ne n'agirait que d'obtenir des gains d'efficacité sont des illusionnistes ou des menteurs : à quoi bon une telle réforme si l'objectif était d'agir à la marge ?

En réalité, les dépenses des collectivités sont des dépenses à forte utilité sociale : investissements dans le champ des transports et des lycées pour les Régions, action sociale, protection de l'enfance, protection maternelle et infantile, collèges pour les Départements... De fait, le pouvoir met en cause ce qui fait la force du pays, l'un des atouts économiques qui lui a permis de faire face, mieux que d'autres, à la crise financière. Il est d'ailleurs parfaitement réaliste de considérer que la dépense publique devra continuer à augmenter, toute la question étant de savoir comment la financer.

Quant aux dépenses de personnel, on a hâte que le gouvernement "socialiste" indique quelles nouvelles saignées il se propose de réaliser : coupe dans les personnels des collèges ? dans les services d'accompagnement social ou d'insertion ? dans l'accueil de la petite enfance ? dans les personnels de la voirie ? Et franchement, faut-il ajouter aux plans sociaux dans le privé des plans sociaux mal déguisés dans le public ?

Illégitime du point de vue de la démocratie, indigne d'une politique de gauche (ou digne d'une politique de droite), le projet Hollande doit être abandonné ou soumis à référendum.

● **Le collectif d'animation
des Communistes unitaires**

“Communisme” et “Liberté” peuvent-ils faire bon ménage ?

Comment interpréter le “et” dans l’intitulé “Communisme et Liberté” ? Voici les principaux extraits d’une conférence du philosophe Etienne Balibar, prononcée dans le cadre du séminaire “Communisme de seconde génération” de Montluçon. Cela ouvrira-t-il un débat ?

Abstraitement parlant, il y a plusieurs possibilités. On peut se dire que “communisme” et “liberté” sont deux notions distinctes, qu’il s’agit d’essayer d’en opérer la jonction, de les relier entre elles comme pour “communisme” et “démocratie”, ou pour d’autres exemples auxquels on pourrait penser. On peut aller jusqu’à imaginer qu’à la limite, ce sont deux contraires et qu’il faudrait arriver à trouver une sorte d’unité des contraires ou de solution dialectique - c’est peut-être en partie ce que l’histoire impose dans certaines circonstances. À l’autre extrême, il y a la possibilité formelle de penser que ces deux noms désignent la même chose, c’est-à-dire que, fondamentalement, le communisme, c’est la liberté, ou peut-être une forme particulièrement concrète des droits formels et des droits réels, une forme effective de réalisation de la liberté ou de maximisation de la liberté dans la société et dans l’histoire. C’est probablement ce que pensait Marx.

Pour lui, l’idée que “communisme” et “liberté” puissent représenter deux

termes opposés aurait sans doute paru absurde, même s’il était conscient du fait que d’autres se revendiquaient aussi de la liberté. Pour lui, la vraie liberté, c’était le communisme. Alors, quand on est en

Il s’agissait de comprendre pourquoi le PCF, qui cherchait à démocratiser et à émanciper la société capitaliste, pouvait fonctionner à bien des égards en interne de façon moins démocratique que la société qu’il prétendait changer.

face de l’histoire, qui n’est pas purement et simplement - et ce n’est pas mon point de vue - l’histoire d’une trahison ou l’histoire d’une perversion, ne nous contentons pas de cette explication que le communisme s’est identifié avec la dictature,

ou avec le despotisme de l’autre côté du fameux rideau de fer dans les pays socialistes, alors que, chez nous, il serait resté parfaitement fidèle à son idéal ou à son idée théorique.

Les choses ont été beaucoup plus compliquées que cela et il est même, à la limite, très difficile de savoir dans quel sens se sont exercées les influences les plus nocives. Bien sûr, j’appartiens à une génération qui n’était pas celle des fondateurs du Parti communiste français, du Front populaire, de la Résistance ou de la Libération, génération qui est venue au communisme dans les années du Gaullisme, en particulier dans la période des combats anti-colonialistes. Certains avaient tendance à l’époque à penser que la grande responsabilité, c’était l’imitation du modèle soviétique. Je pensais déjà et je continue à penser qu’il y avait des causes endogènes qui n’étaient pas simplement liées à l’influence du grand frère de l’Est, mais aussi au déficit démocratique à l’intérieur du PCF. D’une certaine façon, depuis cette époque, je n’ai jamais cessé d’essayer, avec beaucoup d’autres, de réfléchir ●●●

●●● à cette question en me demandant à quel niveau ces causes devaient être localisées.

Pour moi, cela n'a jamais été pour pointer la responsabilité de tel ou tel dirigeant. Il s'agissait de comprendre pourquoi la logique de fonctionnement d'une organisation qui était essentiellement (et qui est restée) l'organisation destinée à soutenir les luttes d'émancipation des exploités, de la classe ouvrière et d'autres autour de la classe ouvrière, pouvait néanmoins produire en son sein ce résultat hautement paradoxal et finalement, totalement contre-productif. Pourquoi une organisation qui cherchait à démocratiser et à libérer ou à émanciper la société capitaliste environnante pouvait-elle fonctionner à bien des égards en interne de façon moins démocratique que la société qu'elle prétendait changer ?

Je me rends bien compte que c'est problématique parce que, dans le même temps, cette organisation ou cette tradition d'organisation des partis

communistes formait la culture communiste. Il y a autour de cette organisation tout un tissu d'associations, de militantisme syndical, plus ou moins influencés, sinon dirigés par le Parti - ce que les fameux textes de Staline décrivaient comme les "courroies de transmission" du Parti (une métaphore terrible). Le Parti était un lieu extraordinaire de socialisation, de libération, de solidarité, d'accès à la politique pour des masses de citoyens, d'ouvriers et aussi de paysans et même des intellectuels que la société bourgeoise, telle que nous la connaissons, exclut de la politique ou qu'elle considère comme partie négligeable. Là encore les choses ne sont pas en blanc et en noir d'une façon absolue, mais c'est ce qui rend le questionnement ou l'interrogation d'autant plus indispensable.

Je voudrais essayer de développer cette interrogation sur deux plans parallèles : d'une part sur l'idée communiste (ou l'hypothèse communiste, selon Badiou), d'autre part sur la question du mouvement réel qui abolit l'état des choses

existant, en soulignant que ce mouvement n'est pas une idée mais un fait historique et que, s'il est plein de contradictions, celles-ci doivent requérir notre attention au premier chef.

En ce qui concerne le premier point, l'idée que j'ai développée, et à laquelle je tiens de plus en plus, correspond à l'hypothèse suivante. Sans doute le communisme tel qu'il a été défini par Marx, par Engels et par leurs successeurs, est un aspect central, un moment déterminant de la constitution, de la définition, de la description même de l'idée communiste et en forme une partie tout à fait essentielle. Il n'est pas du tout dans mon esprit de renier cette idée. Cependant, je pense que les circonstances historiques dans lesquelles nous nous trouvons¹ conduisent au minimum à relativiser l'importance que nous apportons au moment marxiste dans l'histoire du communisme. Cela nous oblige à prendre conscience que sur la longue durée, il y a eu des conceptions du communisme avant Marx. Il y a une très importante et décisive conception du communisme chez Marx - et il serait intéressant de voir comment Marx l'a adoptée, après avoir hésité entre communisme et socialisme -, et peut-être y aura-t-il encore du communisme après Marx, ●●●

Etienne Balibar, un marxien non aligné



Le philosophe Etienne Balibar¹ est connu notamment pour ses réflexions concernant le peuple et la citoyenneté, la démocratie, ses lectures de Marx, son engagement pour le « *droit de cité des étrangers en Europe* » et en faveur de la cause palestinienne. Il est l'auteur de nombreux ouvrages. Parmi les plus récents : *Race, Nation, Classe*, (avec Immanuel Wallerstein), La Découverte, 1988 ; *La Crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Galilée, 1997 ; *Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple*, La Découverte, 2001 ; *La proposition de l'égaliberté*, PUF, 2010 ; *Citoyen sujet et autres essais d'anthropologie philosophique*, PUF, Pratiques théoriques, 2011.

1. http://fr.wikipedia.org/wiki/Étienne_Balibar

1. « Fin du grand cycle historique de luttes ouvrières, qui avait commencé avec le *Manifeste* et les révolutions de 1848 et qui s'est achevé avec l'effondrement du système socialiste de type soviétique ou sa transformation en autre chose, c'est-à-dire fondamentalement en un système de capitalisme autoritaire entrant en compétition sur le marché mondial aujourd'hui avec le reste du capitalisme mondial. »

●●● qui ne sera pas exactement le même. C'est dans cette perspective que je voudrais me placer.

Pour que cette hypothèse ait un fondement solide, il faut dire deux choses. Premièrement, rien de ce qui a surgi dans l'histoire ne disparaît purement et simplement. Il y a le mot communisme - il faudrait avoir le temps de faire l'histoire de ce mot – qui sert en quelque sorte de transmission de témoins entre les moments successifs. Il y a un long intervalle d'oubli ou de latence, et cela resurgit, et c'est autour de ce mot là que ça se passe. Rien de ce qui a surgi dans l'histoire ne disparaît, n'est éternel et ne continue indéfiniment à remplir exactement la même fonction.

Pour fixer les idées, il y a eu trois moments de l'histoire du communisme, de l'idée communiste dans le monde occidental (pour l'instant je laisse le reste du monde, bien que ce soit de plus en plus fondamental). Le premier grand moment de l'invention du communisme se situe au Moyen-Âge. C'est le moment des Franciscains, de Saint-François d'Assise. Cette idée revient aujourd'hui dans toute une partie du monde, et pas seulement en Europe. Cela a commencé en Amérique latine avec la théologie de la libération et cela continue avec des exemples qu'on peut prendre dans notre environnement immédiat, chez des philosophes tel Tony Negri, qui est le “porte-

parole” de l'idée communiste. Quel est le mot clé de la conception communiste des Franciscains, qui a valu aux plus extrêmes d'entre eux le bûcher ? C'était l'idée de la pauvreté chez les Franciscains.

Il ne fait pas de doute à mes yeux que certaines des racines de la dégénérescence soviétique se trouvent dans l'adoption de formes politiques centralisées qui ont reproduit à l'intérieur du Parti le monopole du pouvoir qui existait du côté de l'État.

La pauvreté n'est pas une notion péjorative, ce n'est même pas une notion misérabiliste : les pauvres dont parlent les textes des Franciscains ne sont pas ceux qui mendient (ou, s'ils le font, c'est par choix), ni ceux qui se trouvent réduits aux conditions d'existence les plus misérables (ce n'est pas le paupérisme). Ce sont ceux qui renoncent à la propriété privée, non pas pour ne rien posséder du tout mais pour pouvoir partager, mettre

en commun. Et c'est là, naturellement, que les Franciscains sont allés chercher des formules extraordinaires qui figurent dans l'Évangile ou chez Saint-Paul : « *N'ayant rien en propre, ils possèdent tout.* » Ils possèdent le monde entier : tout est à leur disposition, tout ce qui est produits consommables, tous les biens culturels, tous les biens matériels... par la vertu de l'échange. Naturellement, cela va avec un communautarisme, avec l'idée d'une communauté extraordinairement exigeante et peut-être même oppressante. Ne me faites pas dire que cet idéal est purement et simplement libérateur ; déjà, à ce moment là, on voit que l'idée communiste, à côté de sa vertu émancipatrice ou libératrice, peut posséder aussi une face noire, en tout cas comporter des abîmes dans lesquels la tentative de réalisation la précipitera.

Une deuxième idée communiste est celle de Babeuf, des blanquistes. Marx a beaucoup hérité de cette idée, qui d'ailleurs est dans le *Manifeste* : il y a toute une série de formules qui en proviennent directement, l'idée de “dictature du prolétariat” ou des “moyens despotiques”. C'est une idée essentiellement fondée sur l'égalité. Ce n'est pas incompatible avec la pauvreté, mais ce n'est pas la même chose. D'abord, c'est une idée politique plutôt qu'une idée sociale, communautaire. Elle est très profondément enracinée dans la tradition du communisme français. Il y a ●●●



●●● une composante égalitariste très forte. Elle resurgit aujourd'hui de façon très intéressante chez quelques-uns des intellectuels ou des militants qui nous entourent, pour qui le communisme, c'est avant tout cela. C'est là que se pose sous la forme la plus aiguë la question de savoir s'il y a une contradiction entre l'égalité et la liberté. Autrement dit : l'égalité peut-elle être imposée par des moyens dictatoriaux ? Blanqui ou Babeuf n'étaient pas complètement étrangers à cette idée, dont le marxisme a hérité. C'est une question difficile sur laquelle Jacques Anciel est le philosophe qui insiste le plus. C'est aussi une tradition qui a été très puissante dans l'anarchisme ou dans le proudhonisme.

Inutile de dire que dans une société comme la nôtre, où les inégalités augmentent de façon exponentielle, où ces inégalités se traduisent non seulement en termes de biens de consommation ou de conditions d'existence mais aussi en termes d'accès au pouvoir et de maîtrise des conditions de sa propre vie, l'idée d'égalité ou la composante égalitariste me semble plus que jamais fondamentale. Cependant, Marx avait sur ce point une position qui était complexe. Il n'était pas un grand fanatique de l'égalitarisme tout court. Ainsi, l'idée que la seule forme démocratique radicale est celle dans laquelle tout individu, indépendamment de ses capacités, doit accéder exactement de la même façon aux responsabilités et

à la parole publique n'est pas centrale chez Marx, sauf dans les passages où il s'intéresse à la démocratie directe, quand il traite de la Commune de Paris, complètement inscrite dans cette tradition.

**Quelle pourrait être l'idée directrice d'un quatrième communisme, qui ne soit ni celui de la pauvreté, ni celui de l'égalité, ni celui de la socialisation, même s'il en conserve quelque chose ?
Je suis tenté de dire que c'est un communisme de l'individualité.**

Qu'est-ce qui était propre à Marx, même s'il avait gardé quelque chose de l'idée du partage ou de la communauté, ou l'idée d'égalité ? C'est ce qui a été désigné sous le nom de socialisme. On peut et on doit discuter longuement de la nuance, de la différence de sens, mais il reste que le communisme de Marx, c'est le communisme du mouvement ouvrier qui lutte contre l'anarchie de la production capitaliste, et contre le despotisme du Capital. Il est profondément lié à l'idée de la socialisation des moyens de production, à la mise en commun de leur organisation et

à la planification de la production dans la société capitaliste moderne.

Il ne fait pas de doute à mes yeux que certaines des racines de la dégénérescence soviétique se trouvent dans l'adoption de formes politiques centralisées qui ont reproduit à l'intérieur du Parti le monopole du pouvoir qui existait du côté de l'État, au nom de l'efficacité. Si l'État des bourgeois est hautement centralisé, il faut que le parti des révolutionnaires soit, lui aussi, centralisé pour qu'il ait la discipline de l'armée. Lénine l'a écrit. Mais il y avait l'autre aspect de la question du communisme marxiste, qui a combiné l'élément de libération et d'émancipation. La face noire, ou le négatif, c'était évidemment l'idée que la production moderne va vers la socialisation, la centralisation, la planification la plus élevée possible et que le communisme représenterait encore un élément supplémentaire. Or, ce qui s'est passé, c'est que le capitalisme a inventé lui-même ses formes de centralisation, de socialisation, en particulier celles qui dépendent du capitalisme financier. Il a surmonté d'une certaine façon l'anarchie de la production. Il a trouvé des formes de régulation pour une certaine période au moins, en face desquelles la planification socialiste ou soviétique, au lieu de faire figure d'avancée, a fait figure de régression.

Quelle pourrait être l'idée directrice d'un quatrième communisme ? Un communisme qui ne soit ni celui de la pauvreté, ni celui de l'égalité, ni celui ●●●

●●● de la société ou de la socialisation, même s'il en conserve quelque chose en essayant d'en maîtriser les incertitudes et les contradictions. Je suis tenté de dire que c'est un communisme de l'individualité ou de l'individualisation. C'est paradoxal au premier abord parce que le nom même de communisme évoque pour beaucoup d'entre nous la résistance à l'individualisme, la résistance à l'atomisation des individus. Il y a des textes célèbres dans lesquels Marx s'en prend avec violence à l'individualisme bourgeois à cause de l'utilisation que le Capital fait d'une certaine notion de la liberté individuelle, négative, liberté de la concurrence. La fameuse phrase de Rosa Luxemburg : « *Qu'est ce que c'est que la liberté dans le régime bourgeois ? C'est la liberté du renard libre dans le poulailler libre* », où les rapports de force dirigent tout. En ce sens, l'idée de communisme hérite d'une tradition que j'ai indiquée : il a quelque chose d'essentiel à voir avec la solidarité, avec la communauté ou avec le partage et même, pourquoi ne pas le dire, avec la fraternité. C'est une manière de résister à la façon dont la société capitaliste qui nous dresse les uns contre les autres, même lorsque nos conditions de vie sont les mêmes, détruit ou dissout toutes les solidarités et tous les liens communautaires.

Dans les textes de Marx, il y a aussi l'autre idée que le communisme ouvrira une possibilité d'épanouissement de l'individu. Cette question, très abstraite chez Marx, on est obligé de la poser aujourd'hui de façon plus concrète parce qu'il existe une grande contradiction de la société d'aujourd'hui, que la crise dans laquelle nous vivons aggrave de façon dramatique : se manifeste aujourd'hui de façon dramatique la destruction des

conditions de l'autonomie et de la liberté individuelle (notamment parmi la jeunesse, à cause du chômage de masse, à cause de la dégradation des institutions d'enseignement, des services publics, des services culturels), alors que les conditions sociales permettant aux individus de se réaliser eux-mêmes, donc de disposer d'une certaine autonomie, se sont développées. Si vous abolissez la possibilité d'une certaine autonomie

La contradiction de la société d'aujourd'hui, c'est la destruction des conditions de l'autonomie et de la liberté individuelle alors que les conditions sociales permettant aux individus de se réaliser eux-mêmes se sont développées. C'est sur ce terrain qu'il faut trouver des alternatives.

des jeunes, celle de trouver leur chance dans la société, vous produisez ce que le sociologue Robert Castel appelle de la désaffiliation, ou de l'individualité négative. L'individu est alors sommé de se comporter en permanence comme un petit entrepreneur de sa propre vie, négociant ses diplômes ou sa force de travail sur tel ou tel marché, alors qu'en réalité, on l'a privé de toutes les condi-

tions sociales de son indépendance et de sa maîtrise de soi.

C'est sur ce terrain là qu'il faut trouver des alternatives. Elles ne consistent pas purement et simplement dans la défense des institutions qui sont attaquées en ce moment par le néo-libéralisme, même si c'est très important. Il y a du nouveau à inventer sur ce terrain à partir des résistances, des luttes, à partir de l'imagination de ceux qui sont concernés au premier chef. Voilà au fond ce que je voulais suggérer et interpréter pour ma part : la notion de mouvement réel du communisme qui abolit l'état des choses existant. Je ne tiens pas trop à l'idée de "société communiste" : je ne sais pas si elle existera ou n'existera pas. En revanche, je tiens beaucoup aux luttes de la société, aux solidarités qui se créent contre les effets du néo-libéralisme. Il y a un communisme pratique qui recueille quelque chose de ses vieux idéaux : la pauvreté, l'égalité, la socialisation, mais qui essaie de rajouter du nouveau pour aujourd'hui et pour demain.

- Intervention remise en forme par la rédaction de *Cerises*

Conférence prononcée dans le cadre du séminaire "Communisme de nouvelle génération", à Montluçon, en 2011. Ce séminaire est animé par un collectif (voir les annonces des séances sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Communisme"). Merci à Pierre Goldberg pour son aide à la publication de cette intervention.

De la goutte d'eau à la force politique

Je crois que le Front de gauche est en train de s'accorder au moins sur un constat à l'issue de cette séquence électorale : il n'a pas réussi à représenter une alternative crédible aux yeux d'un grand nombre de citoyens et doit en tirer les conséquences. Son discours procède le plus souvent d'une critique de la situation et il n'est pas suffisamment identifié à un projet en "positif". Les débats sont ouverts sur ce qui reste à faire.

L'idée de travailler, d'élaborer un imaginaire collectif fait son chemin.

Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie – Les Verts, dans le courrier adressé à l'ensemble des partis de gauche, au Modem à Cap 21- que voilà un large rassemblement ! - le dit aussi à sa manière en parlant d'incapacité collective à donner confiance dans l'avenir. Je crains que la relance de l'emploi, la transition énergétique et la grande réforme institutionnelle qu'elle propose ne suffisent pas à ré-enchanter le débat politique. Mais cela ne doit pas nous empêcher de participer aux débats publics qu'EELV propose d'organiser. Quant à formuler des propositions au Président de la République et au gouvernement, je crains là aussi qu'il s'agisse d'une impasse. 60 % des électeurs viennent de s'abstenir considérant que la délégation de pouvoir ne changeait pas leur vie, il ne sert à rien de leur proposer à nouveau de s'adresser aux élus !

Pour l'instant, la crise du système représentatif ne se traduit pas par un mouvement de réappropriation citoyenne de la politique. Le Front de gauche

est resté l'arme aux pieds de ce point de vue, les assemblées citoyennes, reléguées au rôle d'organisateur de débats ou d'initiatives publiques sans prises de décision sur les orientations, ont vu leur dynamique s'amoinrir.



Se considérer soi-même comme détenteur d'un pouvoir sur son propre sort procède d'un cheminement complexe. N'est-ce pas le rôle du Front de gauche de favoriser ce cheminement ? Après 1 136 jours de lutte les Fralib ont fait céder Unilever. La multinationale a fini par lâcher 19,2 millions, les Fralib deviennent propriétaires, avec leur SCOP, de leur outil de travail et vont pouvoir redémarrer une activité. Ils peuvent fêter leur victoire avec les ex-salariés de Pilpa qui viennent de relancer la fabrication de crème glacée avec la SCOP La Fabrique du Sud.



S'agit-il d'une goutte d'eau dans un océan de production sous le mode de l'accumulation capitaliste, qui risque fort d'échouer dans quelques

temps puisque le contexte est à la concurrence exacerbée ? Ou est-ce bien l'amorce, ou la poursuite, d'un mouvement de plus en plus exigeant de travailleurs qui font de l'appropriation sociale le mot d'ordre de leurs actions et un moyen de regagner du pouvoir sur leur vie ? La question est de savoir qui va s'emparer de ces avancées et aider à ce qu'elles ne restent pas isolées, et deviennent "force politique". Cela ne procède-t-il pas de la construction de cet imaginaire collectif dont nous avons besoin pour nous mettre en mouvement et qui corresponde à une autre organisation de la société ?



● Sylvie Larue



Matières premières et denrées sont inégalement réparties dans le monde. L'homme les exploite et les affaires s'en sont emparées. Elles sauvent ou font chuter les gouvernants, créent des déséquilibres écologiques, enrichissent les uns et appauvrissent les autres. *Cerises* vous propose quelques étapes autour du globe. Cette semaine, la Côte d'Ivoire et sa montagne de cacao.

Le chocolat est bien amer

« **P**renez du chocolat afin que les plus méchantes compagnies vous paraissent bonnes », écrivait la Marquise de Sévigné, lorsque le chocolat apparut à la cour de Louis XIV, ramené des Amériques en passant par l'Espagne. L'engouement pour ce nouveau breuvage - le cacao était alors uniquement consommé en boisson chaude -, exotique et paré de nombreuses vertus curatives, fut immédiat. Même s'il resta à ses débuts seulement accessible à la Cour et à l'aristocratie. Les pauvres pouvaient bien demeurer en méchante compagnie.

Tout comme les enfants en Côte d'Ivoire qui, trois siècles plus tard, représentent une part essentielle de la main d'œuvre dans les plantations de cacaoyers. Une étude américaine¹ montrait qu'en 2010, dans ce pays qui en est le premier producteur mondial, plus de 800 000 enfants de 5 à 17 ans travaillaient dans la culture du cacao. Et quelques dizaines de milliers étaient des esclaves, victimes de réseaux de trafiquants qui les enlèvent ou les achètent dans les pays voisins pour les vendre aux paysans.

Le cacao est une culture tropicale qui se prête difficilement à des méthodes industrielles de production. Elle s'est donc développée sur de nombreuses petites exploitations familiales, et le travail manuel nécessaire pour couper à la machette les cabosses dans les arbres et en extraire les fèves repose en bonne partie sur ces ressources familiales supplémentaires, non rémunérées ni contrôlées par une réglementation sociale.



Ne rêvons pas : l'agriculture industrielle ne traite pas mieux ses travailleurs. Le sort des ouvriers dans les plantations de palmiers à huile en Indonésie ou en Malaisie, ou de soja au Brésil, exploités par de grands propriétaires latifundiaires, n'est pas différent de celui des ouvrières du textile aujourd'hui au Bangladesh, ou en Europe il y a deux siècles. La domination des propriétaires, qui disposent du capital pour investir et contrôlent les débouchés commerciaux, permet l'exploitation des travailleurs dans l'agriculture, s'ils ne réussissent pas à organiser

un contre-pouvoir syndical ou politique, ou créer des filières coopératives de production et de commerce équitable.

Dans le cacao, cette domination économique est présente à tous les stades de la chaîne de transformation et de commercialisation. Les producteurs reçoivent une partie minime du pactole : la part du cacao acheté représente au plus 5 % du prix de vente final d'une tablette de chocolat. Et la concurrence entre producteurs africains (encore 70 % du total mondial), indonésiens ou sud-américains permet une pression forte des acheteurs. À l'autre bout, les industriels du chocolat - les multinationales Nestlé, Cadbury, Mars, Hershey... - s'engraissent.

En Côte d'Ivoire, la commercialisation du cacao a été libéralisée dans les années 2000 sous la pression - quelle surprise ! - de la Banque mondiale et du FMI, avec l'abolition de l'Office national créé après l'indépendance du pays par Félix Houphouët-Boigny. Les conséquences ont été terribles : corruption généralisée, prise de contrôle des circuits de commercialisation par des intermédiaires de mèche avec le clan Gbagbo, détournements massifs... Et maintien dans la misère des paysans. À la fin de l'année dernière, grâce à la chute ●●●

1. Tulane University 2010, <http://mediavoicesforchildren.org/?p=8469>



de Laurent Gbagbo qui les protégeait, les principaux dirigeants de la filière, accusés de détournements de plusieurs milliards d'euros sur les ventes de cacao, ont été condamnés à de très lourdes peines de prison.

L'industrie du chocolat est très puissante ; elle pèse aujourd'hui 60 milliards d'euros de revenus par an dans le monde. À titre de comparaison, le commerce des armes et autres activités militaires représente, lui, 290 milliards par an. Encore une belle marge de progression, dirait mon dentiste.

Elle est dominée par de grands groupes qui, depuis une quinzaine d'années, sous la pression d'ONG et des enquêtes de certains media, ont commencé à faire quelques pas timides sur le travail forcé des enfants. Uniquement sous la contrainte : ces multinationales ont dépensé au total depuis 10 ans une soixantaine de millions d'euros dans des programmes de prévention et d'éducation contre ce travail forcé. Un millième en 10 ans d'une seule année de revenus...

Le travail forcé des enfants n'est pas une fatalité. Nous l'avons connu en Europe dans les mines ou les champs

jusqu'au XIX^e siècle et éradiqué grâce à la combinaison d'une volonté politique progressiste et de la scolarisation obligatoire. Il est en net recul en Chine, et les conditions de son éradication dans ce pays, usine du monde, progressent, à la fois sous la pression de l'opinion publique internationale et d'une prise de conscience interne.

En Côte d'Ivoire, les conditions y sont encore propices : l'école n'étant pas obligatoire, seule une minorité de ces enfants peut bénéficier d'une éducation, ce qui les enferme dans un cercle vicieux de pauvreté et de dépendance. La loi est laxiste ou absente. La domination économique des paysans qui ont des revenus trop faibles et ont besoin de ces bras pour arriver à survivre, les enferme dans un système d'exploitation. La passivité ou l'indifférence des structures politiques ou administratives, trop occupées à batailler pour le pouvoir et la captation de la richesse, sont fortes. Et la vie humaine a parfois bien peu de poids : une ONG qui a enquêté sur ce trafic d'enfants a eu des exemples de "prix d'achat" d'un enfant à sa famille à 30 dollars²...

²<http://www.terry.ubc.ca/2013/11/26/child-slavery-the-bitter-truth-behind-the-chocolate-industry/>

Les solutions existent, la prise de conscience des consommateurs dans les pays du Nord se développe. Et les multinationales, qui nous vantent le plaisir, le bonheur de consommer du chocolat, et ses vertus : flavoïdes, magnésium, vitamine B3, propriétés anti oxydantes..., commencent à craindre pour leur image si propre et si lisse.

Le commerce équitable est une voie intéressante, malgré ses défauts ou les risques de récupération qu'il comporte. Il permet de redonner du pouvoir et des revenus plus décents aux producteurs, de contrôler les conditions de production et de court-circuiter de nombreux intermédiaires exploités. Mais aujourd'hui, moins de 2 % de la production de cacao dans le monde est certifiée équitable.

C'est un défi politique pour les progressistes, dans les pays producteurs et dans les pays du Nord : informer les consommateurs et agir pour lutter contre l'inhumanité de la production de cacao.

Le chocolat peut être bien amer quand on y songe.

Juin 1989 - Juin 2014

Beaucoup de lecteurs reconnaîtront cette photo d'un homme seul bloquant une colonne de dix-sept chars dans le centre de Pékin, image devenu un symbole de la lutte contre l'oppression en général. En réalité, d'avril à juin 1989, de nombreuses manifestations populaires mêlant des étudiants, des intellectuels et des ouvriers exigèrent des réformes politiques en Chine (en faveur de la démocratie et contre la corruption). Après l'échec des négociations entre le gouvernement et les représentants du mouvement, le pouvoir instaura la loi martiale, puis l'effrayante répression par l'armée fit plusieurs centaines et plusieurs milliers de morts. Le tabou reste total dans les médias officiels chinois, encore aujourd'hui.



● **Appropriation sociale et histoire.** C'est le champ thématique des 7^e et 8^e séances du séminaire « Appropriation sociale, autogestion, coopératives », co-organisé par Espaces Marx, l'Association Autogestion, l'Omos, ATTAC, Copernic, Transform !, le Cidefe et la Fondation Gabriel Peri. Le 26 mars dernier, Jean-Numa Ducange, historien, maître de conférences à la faculté de Rouen, introduisait la table ronde sur la période 1789-1920 : « Des biens communs aux soviets, un long siècle d'expériences sociales et politiques ». Vidéo et résumé en sont disponibles ici : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4361>. Catherine Samary, économiste, enseignante chercheuse à l'Université de Paris-Dauphine, membre fondateur d'Espaces Marx et membre du Conseil scientifique d'Attac, interviendra le 24 juin sur les années 1914-1990 : « Appropriations révolutionnaires d'en bas et/ou d'en haut ». Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique « À voir, à lire ».

● **Enfin, ce sera 14.** Pour le mouvement Ensemble !, avec le redécoupage territorial annoncé par François Hollande, « *c'est l'ensemble de l'architecture administrative, l'organisation du territoire, et le rapport aux citoyens que le président veut trancher d'un coup de crayon.* » Et ce projet « *autocratique qui ne prend en rien en compte les communautés de destin nées d'histoires communes, de langues et cultures partagées* » a pour objectif d'« *ancrer durablement les politiques initiées par le gouvernement Sarkozy : autoritarisme, disparition de la solidarité nationale, suppression de l'égalité entre territoires (et d) "adapter" la France à la compétition mondialisée (...en) cohérence avec les métropoles qui concentreront activité économique et financière au détriment des autres territoires.* » Plus sur <https://www.ensemble-fdg.org/>

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART



Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XX^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Le séminaire a pris son envol le 2 février 2013 autour de la question : "Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?". Il s'est poursuivi le 30 mars, le 1^{er} juin, le 12 octobre et le 30 novembre 2013 autour de ces thèmes : "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?", "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?", "Angles morts et leçons du communisme", "Combat anthropologique", "Qu'est-ce que le travail", "Droit de suite sur l'État", "La gratuité est-elle un leurre ou peut-elle contribuer à l'émancipation ?" et "Com-

ment intégrer l'écologie au combat pour l'émancipation ?". Cette année a débuté par deux séances (le 3 mai), l'une intitulée "Dépérissement, démocratisation radicale ou dépassement de l'État ?", l'autre "Peuple, nation, identités collectives, racisme...".

Les actes de ces rencontres et l'actu du séminaire sont ici : www.comunistesunitaires.net

2 séances et des chansons le samedi 21 juin 2014

de 9 h 45 à 18 h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 2) ou Charonne (ligne 9)

10 h Séance : « Dépasser le salariat ou le transformer ? »

Introductions : **Bernard Friot**, sociologue et économiste, membre du Réseau salariat, et **Benoît Borrits**, journaliste, membre de l'Association pour l'autogestion et du mouvement Ensemble !

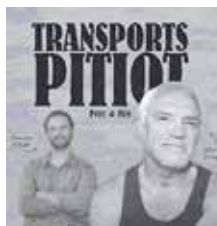
Faut-il s'émanciper des rapports de subordination et d'exploitation du salariat pour construire une société de coopérateurs s'associant librement (Marx) ou en transformant le salariat par une socialisation du salaire (Bernard Friot), ou encore d'une autre manière ? Les deux conceptions précitées ne renvoient pas à la même définition du salariat qu'il est nécessaire d'examiner. Toutefois, ne se rejoignent-elles pas, au moins en partie, ou divergent-elles complètement ? (lire les éléments de préparation, en ligne sur www.comunistesunitaires.net)

12 h 45 Buffet

Déjeuner sur place, sur inscription (nécessaire !)

Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco : oside1@orange.fr ou un texto : 06 89 16 94 77 (sans oublier de mentionner votre nom) - Participation : 10 € à régler sur place

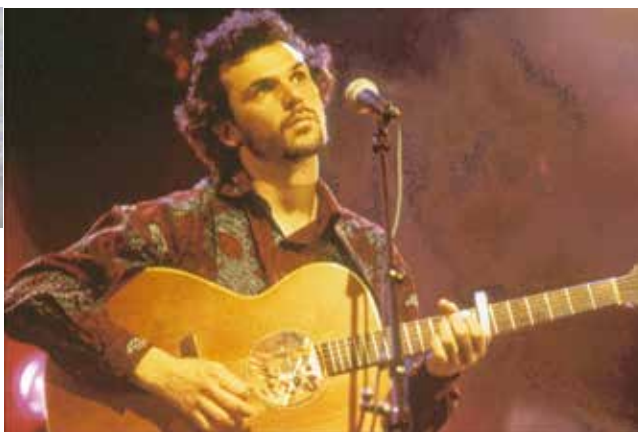
14 h Chanson : Thomas Pitiot



15 h Séance : « Comment transformer la société ? »

Introductions : **Bruno Della Suda**, militant des Alternatifs et d'Ensemble ! et **Josiane Zarka**, animatrice de l'Observatoire des mouvements de la société et membre de l'Association des communistes unitaires.

Les partisans de l'émancipation le savent ou le ressentent : ni les victoires à petits pas (trop localisées, trop partielles), ni les avancées par stades successifs, repoussant à chaque fois la réalisation d'un changement profond, ni la promesse d'un Grand soir, illusion aboutissant à une nouvelle confiscation des pouvoirs, n'ont été des stratégies gagnantes durablement pour une transformation émancipatrice de la société. Par quel processus et comment rompre avec l'ordre des choses ? Comment obtenir immédiatement des avancées démocratiques et égalitaires significatives et produire un mouvement global d'émancipation ?



Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.